

BENOIT COEURE

Membre du directoire, Banque centrale européenne

Alessandro Merli, correspondant à Francfort, // Sole 24 Ore

Nous avons déjà mentionné le travail préparatoire de la BCE. Cela représente pour vous un énorme exercice logistique car cette nouvelle fonction va nécessiter du personnel et le recrutement va prendre du temps. Il n'est pas facile en effet d'embaucher 1000 personnes dans un domaine aussi pointu et spécifique. Pouvez-vous nous en dire un peu plus sur le travail préparatoire de la BCE, et sur votre relation avec les autorités nationales qui jusqu'ici assuraient la supervision des banques ? Vous allez vous appuyer sur elles pour de nombreuses fonctions, pourtant ce sont ces mêmes autorités de supervision nationales qui, dans certains cas, se sont avérées incapables de détecter les problèmes et de les corriger, ou qui ont subi des pressions au niveau national pour fermer les yeux ou ne pas intervenir efficacement.

Benoit Coeuré, membre du directoire, Banque centrale européenne

Je vais commencer par votre deuxième question. En fait, je ne vais pas focaliser la discussion sur l'échec ou les erreurs, mais plutôt parler d'harmonisation et de cohérence. Ce nouveau mécanisme sera confronté dès le départ à un défi de taille, à savoir les 18 différentes cultures de supervision des pays participants et les 18 manuels correspondants. L'examen de la qualité des actifs et l'évaluation complète sont l'occasion de les harmoniser car il est important de parvenir non seulement à une fonction de stabilisation, comme l'a décrit Philipp, mais également à une fonction macroéconomique, laquelle consiste à rétablir la confiance dans le système bancaire européen. Notre objectif est de mettre rapidement en œuvre cette nouvelle culture de supervision et de rassembler toutes les suggestions formulées par les superviseurs nationaux.

Prenons par exemple les taux de recouvrement des créances douteuses ou les moratoires pour les créances non performantes, tous ces points techniques sont très importants et vont être harmonisés. Les chiffres seront soumis à plusieurs contrôles, ils seront produits par les banques, vérifiés par le superviseur national, puis transférés à Francfort qui procédera à des recoupements auprès des superviseurs nationaux. Il y aura une deuxième paire d'yeux, celle des autres superviseurs qui apporteront leur propre culture de supervision et poseront des questions, ce qui est entièrement nouveau. Puis il y aura une troisième paire d'yeux, celle des auditeurs indépendants auxquels nous ferons également appel pour vérifier certains points. Le processus d'audit sera donc complètement différent de ce qui se faisait auparavant en matière de contrôle de la qualité des actifs.

Pour en revenir à votre première question, nous allons embaucher 1000 personnes, ces offres d'emploi seront toutes publiées sur le site web de la BCE et tout le processus sera donc public. Nous avons fait appel à des chasseurs de tête et des jurys afin que le processus soit très transparent et public. Nous allons commencer par les postes les plus élevés, nous recruterons donc bientôt le directeur général et les membres de la direction de la nouvelle autorité, puis nous recruterons le reste du personnel. Nous avons reçu des demandes d'emploi extrêmement intéressantes en provenance du secteur privé, à un très haut niveau, et des superviseurs nationaux également, car ils veulent être partie prenante et nous envoyer leurs meilleurs collaborateurs, cela signifie qu'ils s'approprient ce nouveau mécanisme, qu'ils veulent qu'il fonctionne et que ce soit un succès, c'est une bonne nouvelle.



Alessandro Merli, correspondant à Francfort, *Il Sole 24 Ore*

Vos salaires doivent être attractifs car, lorsque j'ai écrit un article sur cette vague de recrutement de la BCE il y a quelque temps, suite à un entretien avec votre directeur des ressources humaines, j'ai reçu des centaines d'e-mails de personnes me demandant comment poser leur candidature. Les conditions doivent être bonnes.